

Rédaction et Administration : 444, rue Montmartre, Paris 10. Directeur et Rédacteur en Chef : EMILE MASSARD. Pour la PUBLICITE, s'adresser au Journal 444, RUE MONTMARTRE, PARIS (2e).

LE CONSEIL SUPREME ET LES AFFAIRES DE RUSSIE

NOTES DU JOUR Hesitation

IL EST INUTILE de nier l'impression de malaise qu'a causée la constitution du ministère Millerand. La cause de ce malaise est facile à définir. M. Millerand est l'élé du Bloc national républicain, il en a accepté le programme et il en partage les idées. Le malheur, c'est que si le Bloc national républicain existe et fonctionne dans le département de la Seine et dans certains autres centres politiques, ce serait une erreur de croire qu'il existe et fonctionne dans tous les départements de France. Dans la plupart de ces départements ce sont des associations ou des groupements faisant partie du Bloc qui ont dirigé les élections. Mais ce n'est pas le Bloc lui-même. La partie n'est pas le tout. Ce qui fait la force du Bloc, c'est que les divers éléments qui le composent confrontent et discutent leurs opinions et leurs principes. De cette confrontation et de cette discussion résulte une entente raisonnée qui, par des concessions réciproques, aboutit à une action efficace. Pour préciser, nous avons réussi dans le Bloc national républicain à mettre d'accord à Paris les groupes aussi distants les uns des autres que l'Action libérale et que les radicaux indépendants qui suivent l'inspiration de M. Bonnet ou de M. Mascaraud. Cette union féconde que je persiste à considérer comme l'idéal que nous devons atteindre est loin d'être réalisée dans un grand nombre de départements. L'Union nationale républicaine, qui a fait triompher un grand nombre de listes sous son programme et sous son étiquette, est bien obligée de constater que ces nouveaux élus, pour la plupart inscrits au groupe de l'Entente démocratique de la Chambre, n'ont pas été aussi loin que le Bloc national à Paris dans l'alliance avec les éléments radicaux. Cet état d'esprit s'est énergiquement manifesté hier dans le vote unanime du groupe de l'Entente démocratique, qui a considéré comme une violation des principes de l'Union républicaine démocratique et sociale le fait que M. Millerand a pris parmi ses collaborateurs un certain nombre de radicaux et de radicaux-socialistes dont la personnalité inquiète les libéraux, étant donné les postes qui leur ont été confiés. On conçoit l'embarras dans lequel on peut se trouver les membres du groupe qui sont les élus dans la Seine du Bloc national républicain qui ont accepté comme chef de file M. Millerand et qui ont fait passer aux élections sénatoriales M. Steeg. Il est certain, en effet, que lorsqu'ils ont conclu avec les sénateurs sortants de la Seine le pacte loyal qui a abouti à leur réélection, il n'était pas entré dans leurs intentions d'imposer à tous les départements français, comme ministre de l'Intérieur, le candidat parfaitement honorable qui représentait l'extrême-gauche de la liste. La première erreur de M. Millerand est donc d'avoir cru que la politique du Bloc pouvait s'appliquer ne varietur à l'ensemble du pays comme elle a été appliquée aux élections sénatoriales de la Seine. Son autre erreur consiste à ne pas avoir pris comme ministre de l'Intérieur un homme choisi dans le centre de la majorité et pouvant

tenir la balance égale entre les divers partis. Cette erreur est-elle corrigible ? Si oui, le ministère vivra. Si non, il est destiné à ne pas survivre à la transmission des pouvoirs du président de la République.

MARCEL HABERT, Député de Paris.

ON PEUT PASSER LE RHIN

Le contrôle des passeports sur le pont rhénan Ludwigshafen-Mannheim a pris fin depuis lundi et les communications par le Rhin sont maintenant libres.

M. DE MARCILLY A BERLIN

M. de Marcilly, chargé d'affaires de France à Berlin, a fait connaître par un télégramme qu'il avait pris possession de son poste en date du 19 janvier.

Déclarations de M. Mayer

Le nouveau représentant de l'Allemagne à Paris

Dans une interview accordée à un de nos confrères avant son départ pour Paris, M. Mayer, le nouveau chargé d'affaires de l'Allemagne à Paris, a déclaré : « Je comprends parfaitement l'état d'esprit du peuple français et je suis, pour ma part, fermement décidé à en tenir compte. La guerre est finie, la paix est venue. Mais nous ne nous demanderons pas d'oublier le passé. Non, je ne viens pas chez vous dans l'intention de m'y étaler et de m'y imposer, je viens en France comme le représentant d'un Etat vaincu qui a des charges écrasantes envers ses anciens ennemis. Ces charges, mon gouvernement et moi nous sommes décidés à faire tout notre possible pour les remplir. J'entends donc que notre politique reste au-dessus du moindre soupçon de déloyauté et je veux que toujours nous jouions avec la France cartes sur table. Ce n'est qu'à cette condition que j'ai accepté le poste qui m'est offert, et je puis vous assurer que dans l'exécution du traité de paix l'Allemagne fera montre envers vous de la plus grande droiture et de la meilleure volonté. » C'est un langage doux et benin. Attention.

La Reprise du Commerce AVEC LA RUSSIE

La Grande-Bretagne n'a pas été longue à mettre à profit la décision du Conseil suprême de reprendre les négociations commerciales avec la Russie. On apprend, aujourd'hui, en effet, que sur l'initiative du ministère du Ravitaillement, 4.000 kilogrammes de beurre sibérien ont déjà été embarqués et sont en route pour l'Angleterre, par la mer de Kara. En échange, des maisons de Manchester expédient en Sibirie une valeur égale d'étoffes de coton et d'autres marchandises. On signale, d'autre part, que d'importantes quantités de machines à tisser le lin et d'instruments agricoles n'attendent que le moment d'être embarqués, dans différents ports anglais, à destination de la Russie. C'est à Moscou que siège la société coopérative qui distribuera les marchandises britanniques.

Le Conseil suprême a informé le secrétaire du comité mixte de Londres des sociétés coopératives russes que les communications radiotélégraphiques avec leur organisation centrale à Moscou sont permises. Le Conseil consent à ce que des délégués des coopératives se rendent à Moscou. Une délégation partira demain. Le président et le vice-président du comité de Londres vont à Paris pour traiter avec les gouvernements alliés au sujet des conditions réglant ces transactions.

Les Soldats français acclamés DANS LE SLESVIG

Suivant une dépêche de Copenhague, les troupes françaises ont occupé, ce matin, la ville d'Haderslev, dans le Slesvig. L'arrivée des troupes qui les amenèrent a donné lieu à des scènes d'enthousiasme délirant. Nos soldats furent accueillis aux acclamations de la « Marseillaise », jouée par la musique locale. Des milliers de personnes qui se pressaient aux abords de la gare et dans les rues, dont toutes les maisons étaient pavées aux couleurs danoises, leur ont fait des ovations sans fin. Par une délicate attention, la population avait couvert d'une toile la statue de Guillaume Ier, en attendant qu'elle soit définitivement enlevée.

La Ligue des Nations est un Fiasco

Le Times écrit, en parlant de la Ligue des Nations : « En dépit des espérances que nous avons placées dans la Ligue des Nations, nous avons besoin d'une armée plus forte que celle que nous avions en 1914. Nous en sommes sûrs, nous en étions sûrs en 1914, avec cette différence que si l'Allemagne, alors notre ennemi, est maintenant un neutre d'outre-Rhin, la Russie, alors notre alliée, doit être considérée, sous son gouvernement présent ou sous le gouvernement militaire qui pourait lui succéder, comme une ennemie probable, très active et très dangereuse pour nous, parce que nous avons augmenté nos responsabilités en Asie et que c'est la politique avouée de la Russie d'insurger contre nous avec les Turcs et d'autres mécontents. En outre, il y a le danger d'une attaque de la Pologne par des bolcheviks et la responsabilité de l'alliance avec la France qui semble devoir être conclue prochainement. »

Le Conseil suprême TIENT AUJOURD'HUI SA DERNIERE SEANCE

L'intervention anglaise contre les Bolcheviks Les escadres alliées dans la Mer Noire

Le Conseil Suprême tient aujourd'hui sa dernière séance. M. Clemenceau, qu'accompagnera M. Millerand, prendra part pour la dernière fois aux négociations. M. Lloyd George qui rentre à Londres aujourd'hui sera remplacé par lord Curzon. M. Nitti a, dès hier soir, quitté Paris, se rendant à Rome. La démission du cabinet a comme conséquence que M. Cambon est le seul représentant de la France dans les négociations de la paix. Les ministres démissionnaires sont remplacés par MM. Millerand, Marsal, Isaac et Paléologue. Le représentant de la France à la Conférence des ambassadeurs, organe qui succède au Conseil Suprême, sera M. Maurice Paléologue, pour qui vient d'être rétabli le poste de secrétaire général du ministère des affaires étrangères. Il aura comme lieutenant M. de Montille.

Les Troupes d'Occupation

Le New-York Herald annonce que l'Angleterre, sous le prétexte de la sécurité des contingents prévus par le traité de Versailles pour l'occupation des régions soumises à plébiscite, a obtenu du Conseil suprême, hier, que la France et l'Italie prendraient son lieu et place. Après avis favorable du maréchal Foch, le Conseil a décidé qu'un lien des 25.000 soldats que l'Angleterre devait expédier à Dantzig, à Mermel et dans le Slesvig, elle n'y enverrait que trois bataillons, de 1.000 hommes chacun, cet effort militaire devant être complété par l'envoi d'unités navales. La France et l'Italie (celle dernière sous réserve de l'approbation de la décision de M. Nitti par le gouvernement de Rome) fourniront le surplus du corps d'occupation.

Une Expédition britannique

Cette brusque modification dans les plans militaires alliés est interprétée comme signifiant que l'Angleterre, d'accord en cela avec les Alliés, entend concentrer toutes ses forces militaires disponibles en vue de protéger contre les bolcheviks russes la Russie méridionale, l'Inde, l'Egypte et la Mésopotamie.

On affirme même, dans certains milieux officiels, que des troupes anglaises sont déjà en route vers la Géorgie. L'on ajoute qu'il se pourrait que l'Angleterre fût obligée, avant peu, à fournir un effort militaire aussi grand que celui que lui imposa la guerre contre l'Allemagne.

Ces affirmations n'ont pas été démenties, mais les cercles officiels britanniques se refusent même à en parler. Ils sont tout prêts, en revanche, à s'expliquer en détail sur l'envoi des 3.000 hommes accordés pour le Slesvig !

Le Départ des Escadres

Pas un mot n'a été dit hier, au cours des deux séances du Conseil suprême, de l'envoi en Orient d'escadres anglaises, et il est impossible de savoir hier de ce qui se prépare que ce qu'ont annoncé les télégrammes de presse.

Le nouveau Ministère ET LA SITUATION POLITIQUE Le Programme financier de M. Marsal

Ce que l'on connaît par les conversations particulières et les indiscretions de couloirs de la politique qu'entend suivre M. Millerand trouvera son expression concrète dans la déclaration dont le texte définitif sera arrêté jeudi matin au Conseil des ministres.

Le président du Conseil s'est inspiré du programme qu'il développa le 7 novembre devant les électeurs du deuxième secteur de Paris, programme d'union, en vue de la reconstitution économique et financière de la France, réorganisation administrative dans un sens décentralisateur, restriction de dépenses, préparation des projets de lois par un conseil de spécialistes, par une section du Conseil d'Etat, exécution intégrale du traité de paix, accord du capital et du travail sur la base de la coopération et de la participation aux bénéfices, réduction des armements, etc.

Pour réaliser ce programme de longue haleine, M. Millerand aurait besoin d'un large crédit et l'entière confiance des partis. Il est probable que la Chambre voudra accorder au chef du gouvernement une confiance prévisionnelle et le juger sur ses œuvres. Le pays ne saurait avoir gré à ses nouveaux mandataires d'ouvrir la législature par une crise ministérielle. Sans doute, il a pu paraître contraire aux règles constitutionnelles d'attribuer 9 portefeuilles sur 10 aux radicaux et radicaux-socialistes qui comptent à la Chambre 100 à 150 membres, et les plaintes du groupe de l'Entente démocratique qui se sont exprimées hier au cours d'une réunion qui comptait 185 membres paraissent justifiées.

Ce seul vœu d'impôt de consommation met en émoi les « fiscaux » de la Chambre, que ne suffit point à apaiser la suppression de la taxe de luxe. Au premier rang de ceux-ci, figure M. Alexandre Varenne, qui interpellera dès jeudi le Gouvernement sur sa politique fiscale.

Interpellation sans grande portée, puisque le projet de budget de M. Klotz, déposé seulement hier, n'a pu être étudié et qu'il se passera plusieurs semaines avant que les lignes générales du budget rectifié et adapté aux conceptions du nouveau cabinet soient établies après la prise de contact du ministre des Finances et de la commission des crédits.

La Transmission des Pouvoirs

La transmission des pouvoirs ministériels, qui devait avoir lieu ce matin, a été reportée à cet après-midi, à 14 h. 30. Ce n'est qu'après ce cérémonial, qui a lieu simultanément dans tous les ministères, que les membres du nouveau cabinet seront définitivement installés.

La Succession de M. Millerand en Alsace

L'arrivée de M. Millerand à la présidence du Conseil, laisse ouverte sa succession au commissariat général de la République, à Strasbourg.

Dans les milieux politiques plusieurs noms sont prononcés, notamment ceux de MM. Louis Barthou, Jourdain, ministre du Travail, Alapetite, ambassadeur à Madrid. Aucune précision n'est encore parvenue à ce sujet. Il est probable qu'aucune décision ne sera prise avant que le nouveau ministre se soit présenté devant les Chambres.

En attendant, c'est, comme nous l'avons annoncé, M. Ribbent, secrétaire général à Strasbourg, qui est chargé de l'interim des hautes fonctions remplies, depuis l'armistice, par le nouveau président du conseil.

Au Ministère des Colonies

Le cabinet de M. Albert Sarraut, ministre des Colonies, est ainsi constitué : Chef du cabinet : M. Touzet, secrétaire général en disponibilité, ancien chef du cabinet du gouverneur général de l'Indochine.

Chef adjoint : M. de Labrosse, chef du bureau politique du gouverneur de l'Indochine, ancien chef de cabinet du commandant militaire du Tchad, et Bonamy, administrateur des colonies.

Chef du secrétariat particulier : M. Garigou, commissaire du gouvernement près le Conseil de préfecture de la Seine.

Attaché : MM. Reillon, administrateur des colonies et Robichon.

La Présidence de la Chambre

Quel sera le successeur de M. Deschanel à la présidence de la Chambre ? Telle est la question qui commence à agiter les milieux politiques du Palais-Bourbon.

Trois noms sont mis en avant, dans les groupes : ceux de MM. Barthou, Raoul Péret et Arago. On a également prononcé celui de M. Georges Leygues.

La lutte pour le fauteuil présidentiel n'est pas encore ouverte officiellement. Il n'y a encore pour l'instant que des intrigues de couloirs.

Si, comme d'aucuns le prétendent, M. Barthou succéderait à M. Millerand comme commissaire général de la République à Strasbourg, la lutte se trouverait circonscrite à MM. Péret, Leygues et Arago.

La Hollande refuserait D'EXTRADER GUILLAUME

On mande de La Haye au Daily Mail que Guillaume II a accueilli avec une tranquille indifférence la nouvelle que les Alliés avaient saisi la Hollande d'une demande officielle d'extradition.

En revanche, la publication de sa correspondance secrète avec Nicolas II paraît l'émouvoir profondément.

Le correspondant du « Daily Mail » ajoute que quoique l'on n'ait connaissance d'aucune opinion officielle, il est informé que le gouvernement néerlandais refusera d'accéder à la demande d'extradition de l'ex-empereur Guillaume II.

UN SUCCES DES POLONAIS

Londres, 21 janvier. — Le correspondant du « Times » à Varsovie écrit, le 16 janvier : « La contre-attaque bolcheviste avait-elle contre les positions polonaises devant la ville de Dvinsk fut exécutée par quatre divisions appelées des autres fronts. Une partie des troupes bolchevistes portait des uniformes américains et était armée de fusils français apparemment pris à l'armée de Koltchak. »

L'attaque fut complètement repoussée et les Polonais se sont maintenant emparés de la gare de Ruszona, sur la ligne de Pskoff.

Envoi de troupes

Londres, 21 janvier. — On mande de Varsovie au Daily Mail, le 20 janvier : « Toutes les divisions polonaises stationnées jusqu'ici sur la frontière allemande, à l'exception d'une division qui est licenciée, ont reçu l'ordre de se rendre sur le front bolcheviste. »

Les premiers Départs DES PRISONNIERS ALLEMANDS

Les camps de prisonniers allemands en France commencent à se vider et déjà hier les premiers départs ont eu lieu.

C'est par la région de Lille que la libération s'est effectuée.

Le premier train est parti de la gare de Baisieux à 13 h. 35, le second de la gare de Folembray à 13 h. 50. L'organisation était excellente et les voitures largement pourvues de vivres et de vêtements.

Un troisième train est parti dans l'après-midi de Valenciennes. Tous les trains ont franchi la frontière à Jeumont, à destination de Cologne. Le voyage doit durer cinq jours et les convois comportent environ 28 wagons.

L'expédition des prisonniers boches vers leurs pays d'origine va se poursuivre maintenant sans discontinuer.

Cet après-midi, des départs ont lieu aux environs de Cambrai, de Bohain, de Toul, de Verdun, d'Emmennes.

Demain, Soissons, Croisilles, Laon, Suippes verront enfin disparaître tous ces « indésirables ».

Par voie de terre et par voie de mer, les boches vont être acheminés chez eux.

Deux bateaux allemands, le Ruven et le Menilla, destinés au rapatriement de prisonniers allemands, sont attendus dans les ports du Havre et de Rouen pour le 21 janvier. Des dispositions ont été prises pour l'embarquement immédiat d'environ 1.500 prisonniers.

Deux bateaux arriveront également à St-Nazaire pour embarquer environ 560 officiers et 700 hommes de troupe.

Une partie des trains allemands destinés au transport par voie ferrée sur les trois lignes du Limbourg, de Mannheim et d'Ulm doivent être livrés aujourd'hui aux chemins de fer rhénans.

Les prisonniers ont abandonné les capotes grises ou vertes qui s'adoraient « des lettres » P. G. de couleur blanche et c'est avec le sourire qu'ils ont enfilé les trains mis à leur disposition.

Gras et gros, dans un état de santé ne laissant pas à désirer et tel, hélas ! que nous aurions voulu le voir à nos « rapatriés », ils se rangent en ordre le long des quais des gares, maintenus à l'écart des curieux.

Et quand ils ont pris place dans les voitures, ils mettent la tête hors de la portière pour dire au revoir à ceux de leurs camarades dont le tour de départ n'est point encore venu.

Bon voyage, les Boches, et n'y revenez plus ! — F. D.-V.

Un Gala en l'honneur de Verhaeren

Bruxelles, 21 janvier. — Une matinée de gala a eu lieu hier au Théâtre de la Monnaie, en l'honneur de Verhaeren. On jouait « Héroïne ».

La famille royale, de nombreux ministres, les membres du corps diplomatique, de nombreuses personnalités artistiques et littéraires assistaient à cette représentation qui obtint un grand succès.

LOGEMENTS A LOUER PRESENTEMENT S'adresser

Notre confrère La Presse, qui a ouvert un Office mettant en rapport les personnes qui désirent changer de domicile, publie chaque jour la liste de logements qui sont disponibles comme étant vacants, ou prêts à faire l'objet d'un échange.

Nous croyons être agréables à nos lecteurs en reproduisant ces utiles renseignements destinés à conjurer la crise du logement.

Les Tribulations d'un Concierge

Nous recevons ce matin une lettre, qui présente la défense des concierges, en donnant en exemple le cas de l'un d'eux.

Notre impartialité nous fait un devoir de la publier.

On y verra que, si certains concierges profitent de la crise pour améliorer leurs appointements, ils sont, dans d'autres cas, victimes des « vagues » qu'ils ont reçues.

M. Ressemlat nous relate le fait suivant : « Lisant votre article, dans la Presse du 16 janvier, je me permets de vous faire une petite critique, au sujet de l'intitulé : « Une peu scrupuleuse affaire », mettant les concierges en cause, et soi-disant d'accord avec leurs patrons. Il peut y en avoir. Je prends fait et cause pour un pauvre concierge que j'ai pris en compassion. Voici le fait, qui se passe chez lui, et j'ai recueilli à votre bonté pour en publier un petit article. Rue Washington, il y a un appartement à louer depuis le commencement de janvier. Défense absolue de l'afficher. Il est expressément défendu au concierge, sous peine de révocation, de dire que l'appartement du 3e sur cour est à louer, et il n'a le droit d'introduire le visiteur que lorsqu'il se présente avec une carte du gérant. Ce dernier est vraiment trop autoritaire, et son propriétaire ne veut pas mieux que lui. En plus, dans un immeuble qu'il gère dans la même rue, il ose augmenter un appartement sur cour de 75,000. Signé : RESSEMLAT. »

LES LOYERS D'AVANCE Nous n'avons jamais douté qu'il y ait